

Art. 4. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques et Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 février 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. WATHELET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

**Loi portant création
du Bureau d'intervention et de restitution belge**

Article 1er (1). Il est créé un établissement public ayant la personnalité civile, dénommé : « Bureau d'intervention et de restitution belge ».

Art. 2 (2). Le Bureau est chargé d'exécuter, à la demande et selon les directives données par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions, dans le secteur des produits agricoles, les opérations et les missions nécessaires pour l'application des règlements, recommandations et directives de la Communauté européenne, notamment celles nécessitées par l'organisation des marchés, l'importation, le transit et l'exportation, ainsi que les opérations relevant des activités du Fonds agricole.

Art. 3. (3) Le Bureau peut en outre être chargé :

- 1° de missions découlant de la politique agricole du Gouvernement;
- 2° du paiement ou du recouvrement de subventions, crédits, indemnités ou redevances dont le principe est établi par la loi ou par des règlements et de l'exécution de toute mission de contrôle, de surveillance et de comptabilisation que nécessiteraient les paiements ou les recouvrements.

Art. 4. (4) Les actes commerciaux découlant des articles 2 et 3 sont accomplis par le Bureau, représenté par le fonctionnaire dirigeant qui agit conformément aux directives du Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions. Le Ministre a le pouvoir de transiger et de compromettre au nom du Bureau.

(1) Loi du 10 novembre 1967, article 1er, § 1er, modifié par la loi du 6 août 1993, article 76; l'alinéa 2 est omis.

(2) Loi du 10 novembre 1967, article 2, modifié par la loi du 6 août 1993, article 78; les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « Le Bureau » et les mots « le Ministre des Affaires économiques ou le Ministre de l'Agriculture, chacun agissant dans les limites de sa compétence propre », par les mots « le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions »; le signe 1° est omis; les mots « Communauté économique européenne » sont remplacés par les mots « la Communauté européenne »; les mots « l'importation, le transit et l'exportation » sont ajoutés.

(3) Loi du 10 novembre 1967, article 3, modifiée par la loi du 6 août 1993, articles 78 et 79; les mots « L'Office » sont remplacés par les mots « Le Bureau ».

(4) Loi du 10 novembre 1967, article 4. Dans le texte néerlandais, le mot « voortspruitend » est remplacé par les mots « die voortvloeien », et les mots « de aan het hoofd van elk der sectoren staande ambtenaren » sont remplacés par « het Bureau, vertegenwoordigd door de leidend ambtenaar »; dans le texte français, les mots « les fonctionnaires dirigeant chacun des secteurs, qui agissent » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire dirigeant qui agit »; les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « le Bureau »; les mots « le Ministre compétent » sont remplacés par « le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions »; les mots « Les Ministres, chacun en ce qui le concerne, ont le pouvoir » sont remplacés par les mots « Le Ministre a le pouvoir ».

Art. 4. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken en Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 februari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken,
M. WATHELET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,
A. BOURGEOIS

**Wet houdende oprichting
van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau**

Artikel 1 (1). Een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid, genaamd : « Belgisch Interventie- en Restitutiebureau » wordt opgericht.

Art. 2 (2). Het Bureau wordt, op verzoek van en volgens de richtlijnen van de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, belast met de uitvoering in de sector van de landbouwproducten, van de verrichtingen en opdrachten vereist voor de toepassing van de verordeningen, aanbevelingen en richtlijnen van de Europese Gemeenschap, inzonderheid van die welke voor de marktordering, de invoer, de doorvoer en de uitvoer noodzakelijk zijn, en van de verrichtingen welke tot de werkzaamheden van het Landbouwfonds behoren.

Art. 3. (3) Het Bureau kan bovendien belast worden met :

- 1° opdrachten die voortvloeien uit het landbouwbeleid van de Regering;
- 2° de betaling of de invordering van toelagen, kredieten, vergoedingen of rechten waarvan het beginsel bij de wet of bij reglementen is vastgelegd en met de uitvoering van elke controle; toezicht- en boekhoudingsopdracht noodzakelijk voor de betalingen of de invorderingen.

Art. 4. (4) De daden van koophandel, die voortvloeien uit de artikelen 2 en 3, worden uitgevoerd door het Bureau, vertegenwoordigd door de leidend ambtenaar die in overeenstemming met de richtlijnen van de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft optreedt. De Minister heeft het recht namens het Bureau dadingen aan te gaan en compromissale bedingen te maken.

(1) Wet van 10 november 1967, artikel 1 § 1, gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1993, artikel 76; het tweede lid wordt weggelaten.

(2) Wet van 10 november 1967, artikel 2, gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1993, artikel 78; de woorden « De Dienst » zijn vervangen door de woorden « Het Bureau » en de woorden « van de Minister van Economische Zaken of de Minister van Landbouw, elkeen binnen de perken van zijn bevoegdheid », door de woorden « van de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft »; het teken 1° is weggelaten; de woorden « Europese Economische Gemeenschap », zijn vervangen door de woorden « Europese Gemeenschap »; de woorden « de invoer, de doorvoer en de uitvoer » zijn toegevoegd.

(3) Wet van 10 november 1967, artikel 3, gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1993, artikelen 78 en 79; de woorden « De Dienst » zijn vervangen door de woorden « Het Bureau ».

(4) Wet van 10 november 1967, artikel 4. In de Nederlandse tekst is het woord « voortspruitend » vervangen door de woorden « die voortvloeien » en zijn de woorden « de aan het hoofd van elk der sectoren staande ambtenaren » vervangen door « het Bureau, vertegenwoordigd door de leidend ambtenaar »; in de Franse tekst zijn de woorden « les fonctionnaires dirigeant chacun des secteurs, qui agissent » vervangen door de woorden « le fonctionnaire dirigeant qui agit »; de woorden « de Dienst » zijn vervangen door de woorden « het Bureau »; de woorden « de bevoegde Minister » zijn vervangen door « de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft »; de woorden « De Ministers hebben het recht, elkeen wat hem betreft » zijn vervangen door « De Minister heeft het recht ».

Art. 5 (5). Le Bureau peut posséder un patrimoine propre, acquérir les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'accomplissement de sa mission, ester en justice en demandant et en défendant et, en général, faire tous actes d'administration et de disposition conformes à son objet.

Art. 6 (6). Le Bureau est administré par un conseil d'administration composé d'un président et de 14 à 19 membres. Le président et les membres sont nommés par le Roi sur la proposition du Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

Le conseil compte autant de membres effectifs que de suppléants, les uns et les autres sont nommés suivant les mêmes modalités.

Les administrateurs sont nommés pour un terme de six ans, sous réserve de la disposition de l'alinéa ci-après relatif au renouvellement des mandats.

Leur mandat peut être renouvelé chaque fois pour un nouveau terme de six ans. Toutefois, en cas de remplacement d'un membre du conseil d'administration avant l'expiration normale de son mandat, la personne nommée achève le mandat interrompu. Le conseil est renouvelé par moitié tous les trois ans, l'ordre de sortie étant déterminé pour la première fois par voie de tirage au sort.

Art. 7 (7). Il est institué au sein du Bureau un comité permanent composé du fonctionnaire dirigeant et de six membres du conseil d'administration désignés par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

Le conseil peut donner délégation à ce comité permanent.

Le comité permanent instruit les affaires à soumettre au conseil et veille à l'exécution des décisions prises par celui-ci. En cas d'urgence, il prend les mesures nécessaires sous réserve de les soumettre à la ratification du conseil à la plus prochaine séance.

Art. 8 (8). Le Roi nomme sur la proposition du Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions un commissaire du gouvernement et un commissaire du gouvernement suppléant.

Art. 9 (9). Les membres du personnel du Bureau du grade de directeur au moins sont nommés par le Roi sur la proposition du Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

Les autres membres du personnel sont nommés par le conseil d'administration.

Art. 10 (10). Le personnel du Bureau peut comprendre des agents ou des fonctionnaires détachés des administrations de l'Etat, sans préjudice des dispositions relatives à la mobilité.

(5) Loi du 10 novembre 1987, article 5. Les mots « L'Office » sont remplacés par « Le Bureau ».

(6) Loi du 10 novembre 1987, article 7 modifié par la loi du 6 août 1993, article 77; les mots « L'Office » sont remplacés par « Le Bureau », et en néerlandais, les mots « beheerraad » et « beheerders » sont remplacés par les mots « raad van bestuur » et « bestuurders ».

(7) Loi du 10 novembre 1987, article 8, modifié par la loi du 6 août 1993, article 78; dans le texte néerlandais, les mots « Worden in de schoot van de Dienst ingesteld » sont remplacés par « Er wordt in de schoot van het Bureau ... ingesteld »; dans le texte français, les mots « de l'Office » sont remplacés par « du Bureau »; les mots « Produits agricoles et alimentaires » sont supprimés; les signes 1° et 2° sont supprimés; dans le texte néerlandais, le mot « beheerraad » est remplacé par les mots « raad van bestuur »; les mots « conjointement par le Ministre des Affaires économiques et le Ministre de l'Agriculture » sont remplacés par les mots « par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions »; les mots « à l'un et à l'autre de ces comités permanents » sont remplacés par les mots « à ce comité permanent » et les mots « Les comités permanents instruisent » sont remplacés par les mots « Le comité permanent instruit ».

(8) Loi du 10 novembre 1987, article 9, modifié par la loi du 6 août 1993, article 78; les mots « sur proposition de chaque Ministre de tutelle » sont remplacés par les mots « sur la proposition du Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions ».

(9) Loi du 10 novembre 1987, article 10, modifié par la loi du 6 août 1993, article 77; les mots « sur la proposition conjointe du Ministre des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture » sont remplacés par les mots « sur la proposition du Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions ».

(10) Loi du 10 novembre 1987, article 12 modifié par la loi du 6 août 1993, article 77, les mots « de l'Office » sont remplacés par les mots « du Bureau ».

Art. 5 (5). Het Bureau mag een eigen patrimonium bezitten, de voor de uitvoering van zijn opdracht noodzakelijke roerende en onroerende goederen verwerven, in rechte verschijnen als verzoeker of verweerder en, in het algemeen, alle met zijn doel overeenstemmende daden inzake bestuur en beschikking verrichten.

Art. 6 (6). Het Bureau wordt bestuurd door een raad van bestuur die bestaat uit een voorzitter en 14 tot 19 leden. De voorzitter en de leden worden benoemd door de Koning op de voordracht van de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft.

De raad telt evenveel effectieve leden als plaatsvervangers, die allen volgens dezelfde modaliteiten worden benoemd.

De bestuurders worden benoemd voor een termijn van zes jaar, onder voorbehoud van de bepaling van het hieronderstaande lid betreffende de hernieuwing van de mandaten.

Hun mandaat kan dus hernieuwd worden voor een termijn van zes jaar. In geval van vervanging van een lid van de raad van bestuur voor het normaal verstrijken van zijn mandaat, beëindigt de hiervoor benoemde persoon het onderbroken mandaat. De raad wordt om de drie jaar voor de helft hernieuwd, met dien verstande dat de volgorde van de aftredende leden voor de eerste maal door loting bepaald wordt.

Art. 7 (7). Er wordt in de schoot van het Bureau een bestendig comité ingesteld, dat bestaat uit de leidend ambtenaar en uit zes leden van de raad van bestuur, aangewezen door de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft.

De raad kan zijn machten aan dit bestendig comité overdragen.

Het bestendig comité behandelt de aan de raad voor te leggen dossiers en zorgt voor de uitvoering van de door hem getroffen beslissingen. In geval van dringende noodzakelijkheid treft het de nodige maatregelen, onder voorbehoud deze de raad tijdens de eerstvolgende zitting ter bekrachtiging voor te leggen.

Art. 8 (8). De Koning benoemt op de voordracht van de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, een regeringscommissaris en een plaatsvervangend regeringscommissaris.

Art. 9 (9). De personeelsleden van het Bureau met de graad van ten minste directeur, worden benoemd door de Koning op de voordracht van de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft.

De andere personeelsleden worden door de raad van bestuur benoemd.

Art. 10 (10). Het personeel van het Bureau kan uit de Rijksbesturen gedetacheerde beambten of ambtenaren omvatten, onverminderd de bepalingen betreffende de mobiliteit.

(5) Wet van 10 november 1987, artikel 5. De woorden « De Dienst » zijn vervangen door de woorden « Het Bureau ».

(6) Wet van 10 november 1987, artikel 7 gewijzigd door de wet van 6 augustus 1993, artikel 77; de woorden « De Dienst » zijn vervangen door de woorden « Het Bureau », en in het Nederlands zijn de woorden « beheerraad » en « beheerders » vervangen door de woorden « raad van bestuur » en « bestuurders ».

(7) Wet van 10 november 1987, artikel 8, gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1993, artikel 78; in de Nederlandse tekst zijn de woorden « Worden in de schoot van de Dienst ingesteld vervangen door Er wordt in de schoot van het Bureau ... ingesteld »; in de Franse tekst zijn de woorden « de l'Office » vervangen door « du Bureau »; de woorden « Landbouwvoortbrengselen en voedingsmiddelen » zijn weggelaten; de tekens 1° en 2° zijn weggelaten; in de Nederlandse tekst is het woord « beheerraad » vervangen door de woorden « raad van bestuur »; de woorden « de Minister van Economische Zaken en de Minister van Landbouw, gezamenlijk handelend » zijn vervangen door « de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft »; de woorden « aan het ene of andere comité » zijn vervangen door « dit bestendig comité » en de woorden « De bestendige comités behandelen » zijn vervangen door « Het bestendig comité behandelt ».

(8) Wet van 10 november 1987, artikel 9 gewijzigd door de wet van 6 augustus 1993, artikel 78; de woorden « op voorstel van elke voogdij Minister » zijn vervangen door de woorden « op de voordracht van de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft ».

(9) Wet van 10 november 1987, artikel 10, gewijzigd door de wet van 6 augustus 1993, artikel 77; de woorden « op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Economische Zaken en van Landbouw » zijn vervangen door de woorden « op de voordracht van de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft »; het woord « beheerraad » is vervangen door « raad van bestuur ».

(10) Wet van 10 november 1987, artikel 12 gewijzigd door de wet van 6 augustus 1993, artikel 77; de woorden « de Dienst » zijn vervangen door de woorden « het Bureau ».

Art. 11 (11). Les dépenses administratives du Bureau sont couvertes par une subvention annuelle inscrite au budget du Ministère de l'Agriculture.

Art. 12 (12). Le montant de la réserve sans affectation spéciale est fixé à 300 millions. L'excédent est versé au Trésor.

Art. 13 (13). Le Bureau avec l'accord du Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions, détermine le montant des rémunérations ou redevances que le Bureau peut réclamer pour couvrir en tout ou en partie les frais afférents aux prestations qu'il effectue pour compte de tiers.

Art. 14 (14). Le Roi fixe les modalités d'exécution relatives au fonctionnement du Bureau.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 février 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. WATHELET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

Annexe I

Dispositions omises dans la coordination.

Art. 1er. § 1er, alinéa 2. L'Office commercial du ravitaillement et l'Office de récupération économique sont supprimés.

Art. 6. Dans les actions en justice pendantes, de même que dans les conventions conclues avec des tiers, l'Office représenté par les fonctionnaires dirigeant chacun des secteurs est substitué aux deux offices supprimés.

Art. 11. L'Office est substitué en qualité d'employeur à l'égard des membres du personnel des deux Offices supprimés. Les membres du personnel appartenant aux organismes supprimés à l'article 1er sont nommés à l'organisme créé à l'article 1er en tenant compte du statut administratif et pécuniaire de leur office d'origine.

Dans la mesure où le personnel est engagé sous le régime contractuel, il est transféré avec maintien des droits et obligations résultant de son contrat d'engagement.

Art. 13, alinéa 2. A titre transitoire et pour l'année budgétaire 1968 uniquement, les dépenses administratives visées ci-dessus seront couvertes par une subvention inscrite au budget du Ministère des Affaires économiques.

Art. 15, alinéa 2. L'Office reprend l'actif et le passif des deux Offices supprimés.

(11) Loi du 10 novembre 1967, article 13 alinéa 1er, modifié par la loi du 6 août 1993, article 77; les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « le Bureau »; les mots « pour moitié au budget du Ministère des Affaires économiques et pour moitié » sont supprimés; l'alinéa 2 est omis.

(12) Loi du 10 novembre 1967, article 14; inchangé.

(13) Loi du 10 novembre 1967, article 15, alinéa 1er; les mots « du Ministre des Affaires économiques ou du Ministre de l'Agriculture, chacun pour ce qui le concerne » sont remplacés par les mots « du Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions »; les mots « l'Office » sont remplacés par les mots « le Bureau »; l'alinéa 2 est omis.

(14) Loi du 10 novembre 1967, article 16; les mots « nouvel Office » sont remplacés par le mot « Bureau ».

Art. 11 (11). De administratieve uitgaven van het Bureau worden gedekt door een jaarlijkse toelage die op de begroting van het Ministerie van Landbouw wordt uitgetrokken.

Art. 12 (12). Het bedrag der reserve zonder bijzondere besteding is op 300 miljoen vastgesteld. Het overschot wordt in de Schatkist gestort.

Art. 13 (13). Met instemming van de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, bepaalt het Bureau het bedrag van de vergoedingen of vergeldingen die het mag eisen om geheel of ten dele de kosten in verband met de door het Bureau voor rekening van derden verrichte verstrekkingen te dekken.

Art. 14 (14). De Koning bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten met betrekking tot de werking van het Bureau.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 februari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken,
M. WATHELET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,
A. BOURGEOIS

Bijlage I

Bepalingen die in de coördinatie niet werden overgenomen

Art. 1. § 1, tweede lid. De Handelsdienst voor ravitaillering en de Dienst voor economische recuperatie worden afgeschaft.

Art. 6. Voor de hangende rechtsvorderingen en voor met derden gesloten overeenkomsten treedt de Dienst, vertegenwoordigd door de aan het hoofd van elk der sectoren staande ambtenaren in de plaats der twee afgeschafte diensten.

Art. 11. De Dienst vervangt beide afgeschafte diensten als werkgever t.o.v. de personeelsleden. De personeelsleden behorende tot de in artikel 1 afgeschafte organismen worden benoemd in het artikel 1 opgerichte organisme met inachtneming van de bepalingen van het administratief en geldelijk statuut van hun dienst van oorsprong.

In de mate dat het personeel bij kontrakt is aangeworven wordt het overgebracht met behoud van rechten en verplichtingen zoals deze voortvloeien uit hun aanwervingskontrakt.

Art. 13, tweede lid. Bij overgangsmaatregel en voor het begrotingsjaar 1968 uitsluitend, zullen de hierboven bedoelde administratieve uitgaven gedekt worden door een toelage ingeschreven op de begroting van het Ministerie van Economische Zaken.

Art. 15, tweede lid. De Dienst neemt de activa en de passiva der twee afgeschafte Diensten over.

(11) Wet van 10 november 1967, artikel 13 eerste lid, gewijzigd door de wet van 6 augustus 1993 artikel 77; de woorden de Dienst » zijn vervangen door de woorden « het Bureau »; de woorden « voor de helft op de begroting van het Ministerie van Economische Zaken en voor de helft » zijn weggelaten; het tweede lid is niet opgenomen.

(12) Wet van 10 november 1967, artikel 14; ongewijzigd.

(13) Wet van 10 november 1967, artikel 15, eerste lid; de woorden « van de Minister van Economische Zaken of van de Minister van Landbouw elk wat hem betreft » zijn vervangen door « van de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft »; de woorden « de Dienst » zijn vervangen door « het Bureau » en het woord « hem » door de woorden « het Bureau »; het tweede lid is niet opgenomen.

(14) Wet van 10 november 1967, artikel 16; de woorden de « nieuwe Dienst » zijn vervangen door de woorden « het Bureau ».

Art. 17. L'arrêté-loi du 25 janvier 1945 portant création d'un Office commercial du ravitaillement et l'arrêté-loi du 18 novembre 1944 portant création d'un Office de récupération économique sont abrogés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 février 1985.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,

M. WATHELET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

Art. 17. De besluitwet van 25 januari 1945 houdende oprichting van een Handelsdienst voor ravitaillering en de besluitwet van 18 november 1944 houdende oprichting van een Dienst voor economische recuperatie zijn afgeschaft met ingang van de datum van inwerkingtreding van het onderhavige besluit.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 februari 1985.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken

M. WATHELET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,

A. BOURGEOIS

Annexe II — Table de concordance

[Mac — 16022]

Loi du 10 novembre 1967			Coordination
Article 1er	§ 1er, alinéa 1er	modifié par la loi du 6 août 1993, art. 76	1
	§ 1er, alinéa 2	omis dans la coordination	—
	§ 2, alinéa 1er	disposition modificative	—
	§ 2, alinéa 2	disposition abrogatoire	—
Art. 2.		modifié par la loi du 6 août 1993, art. 78	2
Art. 3.		modifié par la loi du 6 août 1993, art. 78 en 79	3
Art. 4.			4
Art. 5.			5
Art. 6.		omis dans la coordination	—
Art. 7.			6
Art. 8.			7
Art. 9.			8
Art. 10.			9
Art. 11.		omis dans la coordination	—
Art. 12.			10
Art. 13.	alinéa 1er	omis dans la coordination	11
	alinéa 2		—
Art. 14.			12
Art. 15.			13
Art. 16.			14
Art. 17.		disposition abrogatoire	—
Art. 18.		omis dans la coordination	—
Art. 19.		omis dans la coordination	—

Bijlage II — Concordantietabel

Wet van 10 november 1967			coördinatie
Artikel 1.	§ 1, eerste lid	gewijzigd bij wet van 6 augustus 1993, artikel 76	1
	§ 1, tweede lid	niet opgenomen in de coördinatie	—
	§ 2, eerste lid	wijzigende bepaling	—
	§ 2, tweede lid	opheffingsbepaling	—
Art. 2.		gewijzigd bij wet van 6 augustus 1993, art. 78	2
Art. 3.		gewijzigd bij wet van 6 augustus 1993, art. 78 en 79.	3
Art. 4.			4
Art. 5.			5
Art. 6.		niet opgenomen in de coördinatie	—
Art. 7.			6
Art. 8.			7
Art. 9.			8
Art. 10.			9
Art. 11.		niet opgenomen in de coördinatie	—
Art. 12.			10
Art. 13.	eerste lid	niet opgenomen in de coördinatie	11
	tweede lid		—

Wet van 10 november 1967

Art. 14.

Art. 15.

Art. 16.

Art. 17.

Art. 18.

Art. 19.

opheffingsbepaling

niet opgenomen in de coördinatie

niet opgenomen in de coördinatie

coördinatie

12

13

14

—

—

—

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 février 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. WATHELET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 februari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken
M. WATHELET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,
A. BOURGEOIS

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 95 — 694

15 FEVRIER 1995. — Arrêté ministériel relatif aux délégations de pouvoir du Ministre de la Défense nationale en matière de règlement financier de la restitution des infrastructures mises à la disposition des Forces armées belges par la République Fédérale d'Allemagne

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu l'article 52 de l'Accord complétant la Convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces en ce qui concerne les Forces étrangères stationnées en République Fédérale d'Allemagne et le Protocole de signature à l'Accord complémentaire, signé le 3 août 1959 à Bonn et approuvé par la loi du 6 mai 1963;

Vu la section 1 de l'article 7 et de la section 5 de l'article 11 de l'arrêté royal du 19 décembre 1989 portant organisation de l'Etat-Major Général;

Vu la loi du 23 décembre 1994 relative au Budget Général des Dépenses pour l'année budgétaire 1995, en particulier l'article 2.16.22,

Arrête :

Conformément à l'article 2.16.22 de la loi du 23 décembre 1994 relative au Budget Général des Dépenses pour l'année budgétaire 1995, les compétences déterminées ci-après sont déléguées aux autorités, ci-après nommées ordonnateurs délégués :

Article 1er. La délégation de pouvoir comporte :

§ 1. L'autorisation pour le Directeur du Service des Travaux en République Fédérale d'Allemagne de mener les négociations avec la République Fédérale d'Allemagne ou un « Land » concernant les répercussions financières de la restitution des infrastructures mises à la disposition des Forces armées belges par la République Fédérale d'Allemagne.

§ 2. La désignation du Directeur du Service des Travaux en République Fédérale d'Allemagne comme ordonnateur délégué pour la clôture des dossiers de restitution et la restitution des biens immobiliers pour autant que le montant de la restitution ne dépasse pas en valeur absolue 10 000 000 de francs belges.

§ 3. La désignation du Chef de la Division Infrastructures de l'Etat-Major Général comme ordonnateur délégué pour la clôture des dossiers de restitution et la restitution des biens immobiliers pour autant que le montant de la restitution ne dépasse pas en valeur absolue 30 000 000 de francs belges.

Art. 2. Les pouvoirs délégués ne peuvent pas être subdélégués.

Bruxelles, le 15 février 1995.

K. PINXTEN

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 95 — 694

15 FEBRUARI 1995. — Ministerieel besluit betreffende het overdragen van de bevoegdheden van de Minister van Landsverdediging inzake de financiële afhandeling van de teruggaven van de infrastructuur die door de Duitse Bondsrepubliek aan de Belgische Strijdkrachten ter beschikking werd gesteld

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op artikel 52 van de Aanvullende Overeenkomst bij het Verdrag tussen de Staten die Partij zijn bij het Noord-Atlantisch Verdrag nopens de rechtspositie van hun Krijgsmachten, met betrekking tot de in de Bondsrepubliek Duitsland gestationeerde buitenlandse krijgsmachten en het Protocol van ondertekening bij deze Aanvullende Overeenkomst, ondertekend op 3 augustus 1959 te Bonn, en goedgekeurd bij de wet van 6 mei 1963;

Gelet op sectie 1, artikel 7 en op sectie 5, artikel 11 van het koninklijk besluit van 19 december 1989 houdende organisatie van de Generale Staf;

Gelet op de wet van 23 december 1994 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1995, inzonderheid op artikel 2.16.22,

Besluit :

Overeenkomstig artikel 2.16.22 van de wet van 23 december 1994 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1995 wordt aan de overheden, verder gedelegeerde ordonnateurs genoemd, de hierna bepaalde bevoegdheden overgedragen :

Artikel 1. De overdracht van bevoegdheid omvat :

§ 1. De Directeur van de Dienst der Werken in de Bondsrepubliek Duitsland wordt gemachtigd om de onderhandelingen met de Bondsrepubliek Duitsland of een Land te voeren over de financiële weerslag van de teruggaven van de infrastructuur die de Bondsrepubliek Duitsland aan de Belgische Strijdkrachten ter beschikking heeft gesteld.

§ 2. De Directeur van de Dienst der Werken in de Bondsrepubliek Duitsland wordt aangeduid als gedelegeerd ordonnateur voor het afsluiten van de overgavedossiers en het teruggeven van de onroerende goederen voor zover het overgavebedrag in absolute waarde de 10 000 000 Belgische frank niet overschrijdt.

§ 3. De Chef van de Divisie Infrastructuur van de Generale Staf wordt aangeduid als gedelegeerd ordonnateur voor het afsluiten van de overgavedossiers en het teruggeven van de onroerende goederen voor zover het overgavebedrag in absolute waarde de 30 000 000 Belgische frank niet overschrijdt.

Art. 2. De overgedragen bevoegdheden mogen niet verder worden overgedragen.

Brussel, 15 februari 1995.

K. PINXTEN